



Groupe

**TAPURA
HUIRAATIRA**



Question orale

(Séance du jeudi 28 novembre 2024)



**Adressée à Madame Vannina CROLAS,
Ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail,
de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la
formation professionnelle.**

Objet : Gestion et impact du projet de câble « Google » en Polynésie française.

Madame la Ministre,

Le 9 juillet dernier, lors de l'examen du projet de loi modifiant le Code des télécommunications, le président de la Polynésie française déclarait que ce texte permettrait, je cite, « d'autoriser la mise à disposition de la capacité résiduelle de ces câbles qu'il n'est pas prévu à l'utilisation propre de Google pour ONATI ». Pourtant, des informations récentes soulèvent des interrogations légitimes sur le projet du câble Google et sur la gestion de ce dossier par votre gouvernement.

Le 3 novembre dernier, Radio1 révélait que le câble principal de Google passerait à environ 150 kilomètres au sud de Tahiti, avec deux segments de raccordement reliant Tahiti au câble principal : l'un de 115 kilomètres et l'autre de 156 kilomètres. Cette annonce, diffusée par un média local et non par votre gouvernement, illustre une absence de transparence regrettable.

Alors que vous prônez la transparence et le « *fa'atura* », la gestion opaque de ce dossier est un signal contradictoire. De plus, le fait que seul le Président BROTHERSON semble intervenir sur ce sujet, ici et à Singapour, donne l'impression qu'il gère ce projet en solitaire, sans associer son ministre en charge des télécommunications, ni même l'OPT, pourtant parties prenantes essentielles.

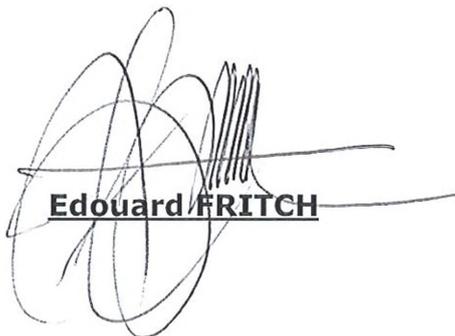
Par ailleurs, l'annonce que Google financerait les deux segments de câble reliant Tahiti au réseau principal laisse penser qu'il existe des accords ou des promesses d'achat de capacités de la part du pays. Google n'étant pas un acteur philanthropique, ces engagements, s'ils existent, concernent vraisemblablement l'OPT.

Ces décisions risquent d'avoir des conséquences directes sur nos infrastructures actuelles, à savoir les câbles Honotua et Manatua, qui sont loin d'être saturés. Leur mise à l'écart au profit du projet Google serait une erreur stratégique pour la Polynésie, alors que ces infrastructures locales pourraient être optimisées en renforçant les capacités aux points de sortie à Samoa et Hawaii.

Enfin, il est évident que la gestion des deux stations d'atterrissage, les retombées économiques potentielles, les emplois générés et la coopération éventuelle avec l'OPT doivent être clarifiées pour assurer que ce projet soit bénéfique à la Polynésie.

Madame la Ministre, pouvez-vous nous indiquer si le gouvernement compte privilégier le câble Google au détriment des câbles Honotua et Manatua, en quoi consiste concrètement le partenariat entre le pays, l'OPT et Google – si partenariat il y a –, qui sera responsable des deux stations d'atterrissage prévues, quelles seront les retombées économiques et les emplois générés par ce projet, et quels sont les délais envisagés pour sa mise en œuvre tout en garantissant des bénéfices tangibles pour la Polynésie française ?

Je vous remercie de votre attention.



Edouard FRITCH



Cathy PUCHON